

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201744]

**9 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant le fonctionnement du Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique institué par le Code wallon de l'Agriculture et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.380 et D.426, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques;

Vu le rapport du 9 mars 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.744/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2° le Comité : le Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les membres visés à l'article D.380, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5° et 7° à 9°, du Code sont nommés sur proposition des organismes qu'ils représentent.

Les membres visés à l'article D.380, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, du Code sont nommés sur proposition du Ministre.

Pour chaque membre effectif, un membre suppléant est nommé. Le membre suppléant remplace le membre effectif absent. Le mandat des membres est de cinq ans. Les mandats sont renouvelables.

§ 2. Le mandat visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, prend fin de plein droit lorsque le membre :

1° n'a pas siégé durant deux réunions consécutives, sans motif valable communiqué au secrétariat du Comité;

2° laisse vacant son mandat pour cause de décès ou de démission;

3° perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le secrétariat informe le membre de cet état de fait par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, et l'invite à justifier l'absence. A défaut de motif valable communiqué par le membre absent endéans les deux mois à partir de la date de la seconde réunion à laquelle il est absent, le mandat prend fin de plein droit.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le président du Comité est chargé d'examiner la validité des motifs d'absence.

Lorsque le mandat du membre prend fin en vertu du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, il est pourvu à son remplacement jusqu'au terme du mandat laissé vacant.

En cas d'absence du membre assurant la présidence du Comité, il est remplacé par le vice-président.

§ 3. Le président ou, en son absence, le vice-président, convoque le Comité. La convocation est envoyée par tout moyen de communication, au moins quinze jours avant la réunion.

§ 4. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article D. 380, § 3, du Code, est approuvé par le Ministre.

Le Comité délibère valablement en présence d'au moins la moitié des membres qui le composent.

Lorsque la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas remplie, le Comité est reconvoqué dans un délai d'au moins quinze jours à compter du lendemain de la réunion précédente. L'ordre du jour est identique et le Comité décide valablement indépendamment du nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 5. Les membres du Comité ne délibèrent pas sur des objets auxquels ils ont un intérêt, soit personnel, soit comme chargé d'affaires avant ou après la délibération.

**Art. 3.** Pour toute sollicitation relative aux missions visées à l'article D.379 du Code, le Comité formule et envoie une réponse adaptée dans un délai maximum de deux mois à dater de la réception de la sollicitation.

**Art. 4.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° le comité: le Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique institué par l'article D.379 du Code wallon de l'Agriculture ».

**Art. 5.** Les articles 19 à 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques sont abrogés.

**Art. 6.** Les articles D. 362 à D. 364, D. 370, D. 379 et D. 380 du Code, tels que modifiés par le décret du 3 décembre 2015, entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201744]

9. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Arbeitsweise des durch das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft eingerichteten Konzertierungs- und Überwachungsausschusses für die Agrarforschung und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.380 und D.426 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen;

Aufgrund des Berichts vom 9. März 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 23. Januar 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 60.744/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° Ausschuss: der Konzertierungs- und Überwachungsausschuss für die Agrarforschung.

**Art. 2** - § 1. Die Mitglieder nach Artikel D.380 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 bis 5 und 7 bis 9 werden auf Vorschlag der Einrichtungen bestellt, die sie vertreten.

Die Mitglieder nach Artikel D.380 § 1 Absatz 1 Ziffer 10 des Gesetzbuches werden auf Vorschlag des Ministers bestellt.

Für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied benannt. Das stellvertretende Mitglied ersetzt das abwesende ordentliche Mitglied. Das Mandat der Mitglieder beträgt fünf Jahre. Die Mandate sind erneuerbar.

§ 2. Das Mandat nach § 1 Absatz 3 läuft von Rechts wegen ab, wenn das Mitglied:

1° zwei aufeinanderfolgenden Sitzungen fernbleibt, ohne dem Sekretariat des Ausschusses einen triftigen Grund dafür mitgeteilt zu haben;

2° sein Mandat von Todes wegen oder durch Rücktritt unbesetzt gelassen hat;

3° die Eigenschaft verliert, aufgrund deren es bestellt wurde.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 informiert das Sekretariat das Mitglied über diese Sachlage durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, und fordert es auf, die Gründe für sein Fernbleiben anzugeben. Teilt das abwesende Mitglied innerhalb von zwei Monaten nach dem Datum der zweiten Sitzung, der es fernbleibt, keinen triftigen Grund mit, dann läuft sein Mandat von Rechts wegen ab.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 wird der Vorsitzende des Ausschusses damit beauftragt, die Triftigkeit der Gründe für das Fernbleiben zu untersuchen.

Läuft das Mandat des Mitglieds aufgrund von § 2 Absatz 1 ab, so wird für seine Ersetzung bis zum Ende der Dauer des frei gewordenen Mandats gesorgt.

Bleibt das Mitglied fern, das den Vorsitz des Ausschusses innehat, so wird es vom stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt.

§ 3. Der Vorsitzende oder, bei dessen Abwesenheit, der stellvertretende Vorsitzende beruft den Ausschuss ein. Das Einberufungsschreiben wird mindestens fünfzehn Tage vor der Sitzung durch jegliches Kommunikationsmittel zugestellt.

§ 4. Die innere Dienstordnung nach Artikel D.380 § 3 des Gesetzbuches wird vom Minister gebilligt.

Der Ausschuss ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder, aus denen er sich zusammensetzt, anwesend sind.

Wird die in Absatz 1 angeführte Bedingung nicht erfüllt, so wird der Ausschuss binnen einer Frist von mindestens fünfzehn Tagen ab dem Tag nach der vorigen Sitzung erneut einberufen. Die Tagesordnung bleibt dieselbe und der Ausschuss gilt als beschlussfähig unabhängig von der Anzahl Mitglieder, die anwesend sind.

Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 5. Die Mitglieder des Ausschusses beraten nicht über Gegenstände, an denen sie vor oder nach der Beratung, sei es persönlich, sei es als Beauftragter, ein Interesse haben.

**Art. 3** - Für jeden Antrag im Zusammenhang mit den Aufgaben im Sinne von Artikel D.379 des Gesetzbuches formuliert und übermittelt der Ausschuss eine angemessene Antwort binnen einer Frist von maximal zwei Monaten ab dem Tag, an dem der Antrag eingegangen ist.

**Art. 4** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

"3° Ausschuss: der durch Artikel D.379 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eingerichtete Konzertierungs- und Überwachungsausschuss für die Agrarforschung".

**Art. 5** - Die Artikel 19 bis 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 2004 über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen werden aufgehoben.

**Art. 6** - Die Artikel D.362 bis D.364, D.370, D.379 und D.380 des Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, treten am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

**Art. 7** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 9. März 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion  
R. COLLIN

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201744]

**9 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot regeling van de werking van het Overleg- en opvolgingscomité inzake landbouwkundig onderzoek ingesteld bij het Waalse Landbouwwetboek en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.380 en D.426, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek;

Gelet op het rapport van 9 maart 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 60.744/4 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het Wetboek: het Waalse Landbouwwetboek;

2° het Comité: het Overleg- en opvolgingscomité inzake landbouwkundig onderzoek.

**Art. 2.** § 1. De leden bedoeld in artikel D.380, § 1, eerste lid, 1° tot 5° en 7° tot 9°, van het Wetboek, worden benoemd op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen.

De leden bedoeld in artikel D.380, § 1, eerste lid, 10°, van het Wetboek worden benoemd op de voordracht van de Minister.

Er wordt een plaatsvervangend lid benoemd voor elk gewoon lid. Het plaatsvervangend lid vervangt het gewoon lid dat afwezig is. Het mandaat van de leden bedraagt vijf jaar. De mandaten zijn hernieuwbaar.

§ 2. Het mandaat bedoeld in paragraaf 1, derde lid, eindigt van rechtswege wanneer het lid :

1° niet heeft deelgenomen aan twee opeenvolgende vergaderingen, zonder geldige reden meegedeeld aan het secretariaat van het Comité.

2° zijn mandaat vacant wordt na overlijden of ontslag;

3° de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd werd.

Wat betreft het eerste lid, 1°, brengt het secretariaat het lid op de hoogte van deze feitelijke toestand bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, en nodigt hem uit om de afwezigheid te rechtvaardigen. Bij gebrek aan geldige reden meegedeeld door het afwezig lid binnen de twee maanden vanaf de datum van de tweede vergadering waarop hij afwezig is, eindigt het mandaat van rechtswege.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, onderzoekt de voorzitter van het Comité de geldigheid van de redenen van de afwezigheid.

Wanneer het mandaat van het lid eindigt krachtens paragraaf 2, eerste lid, wordt in zijn vervanging voorzien om het mandaat te voleindigen.

In het geval van afwezigheid van het lid dat het voorzitterschap van het Comité waarneemt, wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

§ 3. De voorzitter of, bij diens afwezigheid, de ondervoorzitter, roept het Comité samen. De oproeping wordt bij elk communicatiemiddel verstuurd, minstens vijftien dagen vóór de vergadering.

§ 4. Het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel D.380, § 3, van het Wetboek, wordt goedgekeurd door de Minister.

Het Comité beraadslaagt op geldige wijze als minstens de helft van de leden die het samenstellen aanwezig zijn.

Wanneer de voorwaarde bedoeld in het eerste lid niet vervuld is, wordt het Comité opnieuw opgeroepen binnen een termijn van minstens vijftien dagen te rekenen van de dag na de vorige vergadering. De agenda is dezelfde en het Comité beslist op geldige wijze ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 5. De leden van het Comité beraadslagen niet over zaken waarin zij belang stellen, hetzij persoonlijk hetzij als zaakgelastigde voor of na de beraadslaging.

**Art. 3.** Voor elk verzoek betreffende de opdrachten bedoeld in artikel D.379 van het Wetboek, formuleert en stuurt het Comité een aangepast antwoord binnen een maximum termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

**Art. 4.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, wordt punt 3° vervangen als volgt :

"3° het Comité: het Overleg- en opvolgingscomité inzake landbouwkundig onderzoek ingesteld bij artikel D.379 van het Waalse Landbouwwetboek".

**Art. 5.** De artikelen 19 tot 23 van het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 2004 houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek worden opgeheven.

**Art. 6.** De artikelen D. 362 à D. 364, D. 370, D. 379 en D. 380 van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, treden in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 7.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 9 maart 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2017/201745]

**9 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation d'une étude carbone au sein des entreprises qui rejoignent un accord de branche**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, l'article 32.02 du Titre V - Organisme d'intérêt public - Agence wallonne de l'Air et du Climat - du tableau annexé au décret;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation d'une étude carbone au sein des entreprises participant aux accords de branche;

Considérant que dans le cadre des accords de branche de deuxième génération, la Wallonie s'engage, dans le cadre des budgets disponibles, à octroyer des contreparties aux entreprises contractantes et notamment la subvention partielle des mappings CO<sub>2</sub>;

Considérant que la dynamique des accords de branche autorise l'introduction de nouveaux entrants pour lesquels la date de délai d'introduction de demande de subvention prévue à l'arrêté du 15 mai 2014 n'est pas adéquate et que le décret du 21 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017 réserve des montants pour les études carbone de ces nouveaux entrants en son article budgétaire n° 32.02;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mars 2017;

Sur la proposition du Ministre qui a le climat dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les entreprises engagées dans un accord de branche après le 1<sup>er</sup> janvier 2015, qui souhaitent bénéficier en 2017 de la subvention pour réaliser une étude carbone prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation d'une étude carbone au sein des entreprises participant aux accords de branche, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, introduisent leur demande de subvention de manière à remettre leur étude carbone à l'Agence dans un délai de dix-huit mois à partir de leur engagement dans l'accord de branche.

Les délais prévus aux articles 7, alinéa 1<sup>er</sup>, et 9, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 ne leur sont pas applicables.

Par dérogation au délai prévu à l'article 8, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'Agence notifie la décision du Ministre qui a le climat dans ses attributions au demandeur en ce qui concerne l'octroi ou non de la subvention, et son montant, dans le mois de l'introduction de la demande de subvention.

**Art. 2.** Le Ministre qui a le Climat dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,  
C. LACROIX